



Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ORVIA - COUVOIR DE LA MESANGERE (SAS)

La Mésangère

LA POITEVINIERE

49510 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES

Références : 2023_03_14 RapportInspection MESANGERE

Code AIOT : 0054901551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement ORVIA - COUVOIR DE LA MESANGERE (SAS) implanté La Mésangère - LA POITEVINIERE - 49510 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Projet de restructuration du couvoir et point sur le niveau des rejets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORVIA - COUVOIR DE LA MESANGERE (SAS)
- La Mésangère - LA POITEVINIERE – 49510 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES
- Code AIOT : 0054901551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de canards de reproduction élevés sur litière et en cages pour la production d'œufs à couvrir et de canetons et activité d'incubation et d'éclosion de canards.

Les effluents d'élevage ainsi que les eaux-vannes prétraitées du personnel sont dirigés vers une station d'épuration puis centrifugés pour être exportés pour la partie solide et pour subir un second traitement par lagunage pour la partie liquide.

L'eau épurée est soit conservée dans une réserve d'irrigation soit dirigée vers le milieu naturel en fonction de la période calendaire. Un suivi analytique est présent pour s'assurer du respect des normes fixées par l'arrêté préfectoral.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de

l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	stockage au champ	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe I II 2°	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	incident accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	rejet au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 24/06/2019, article 3-10-1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
14	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	modification	Arrêté Préfectoral du 24/06/2019, article 3-10-1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	/	Sans objet
6	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	/	Sans objet
8	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La crise aviaire a bouleversé le fonctionnement du site (arrêt des reproducteurs depuis presque 1 an) et l'incident sur la station d'épuration a modifié la gestion des effluents.

Les orientations stratégiques du groupe (présentation le 16 mars 2023) vont éventuellement entraîner des modifications (arrêt possible de l'élevage sur le site) importantes qui sont impactantes vis-à-vis du fonctionnement actuel.

Une actualisation du dossier installation classée est attendue ainsi que le rapport d'incident de la station d'épuration.

Le stockage du fumier doit être réalisé dans une plate-forme étanche avec maintien des jus ou entreposé sur la future parcelle d'épandage, si le produit répond aux exigences du programme nitrates. Le respect des meilleures techniques disponibles est indispensable pour une installation relevant de la directive dite IED.

2-4) Fiches de constats

N° 4 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité - incendie
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
Constats : Le site est équipé de voies carrossables et l'accessibilité aux engins de secours y est aisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : L'arrêté d'autorisation indique en annexe II les surfaces autorisées pour l'épandage. L'ajout de M. OGEREAU au plan d'épandage a fait l'objet d'une communication téléphonique mais aucun dossier d'actualisation n'a été déposé. Ainsi, les épandages ont été réalisés sur des surfaces non autorisées et dont l'aptitude n'a pas été déterminée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : <ul style="list-style-type: none">- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;- trier, recycler, valoriser ses déchets ;- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
Constats : Les abords du bâtiment de stockage (parcelle 1369) sont désormais nettoyés et les déchets ont été évacués. Les matières restantes sont correctement entreposées. L'ancien poulailler est démonté, l'ancien matériel a été évacué ou rangé et la structure a été totalement démontée. Un amas de tôles est présent au milieu de la parcelle n° 1750 et il faudra prévoir son évacuation. Dans le cadre de la restructuration du couvoir, il est prévu de procéder au démontage et à l'évacuation des matières contenant de l'amiante ; les entreprises doivent être habilitées et les éléments justificatifs seront à conserver sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. "L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier." Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
Constats : La déclaration GEREP n'est pas effectuée et vous disposez de 15 jours pour effectuer celle-ci. Au regard de la situation sanitaire de l'année écoulée, il faudra prendre en compte le niveau d'activité de l'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe I II 2°
Thème(s) : Autre, entreposage avant épandage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2° Stockage de certains effluents d'élevage au champ</p> <p>Ces prescriptions s'appliquent à tout stockage d'effluents d'élevage en zone vulnérable.</p> <p>En zone vulnérable, le stockage ou le compostage au champ est autorisé uniquement pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement ; - les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement ; - les fientes de volailles issues d'un séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière plus de 65 % de matière sèche. <p>Sous réserve de respecter les conditions suivantes, communes à ces trois types d'effluents d'élevage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lors de la constitution du dépôt au champ, le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus ; les mélanges avec des produits différents n'ayant pas ces caractéristiques sont interdits ; - le volume du dépôt est adapté à la fertilisation des îlots culturaux récepteurs dans les conditions du III de la présente annexe (conditions relatives au respect de l'équilibre de la fertilisation azotée) ; - le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau ; - le tas ne peut être mis en place sur les zones où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables et dans les zones d'infiltration préférentielles telles que failles ou bétoures ; - la durée de stockage ne dépasse pas neuf mois ; - le tas ne doit pas être présent au champ du 15 novembre au 15 janvier, sauf en cas de dépôt sur prairie ou sur un lit d'environ 10 cm d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille) ou en cas de couverture du tas ; - le retour du stockage sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans ; - l'îlot culturel sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage sont indiqués dans le cahier d'enregistrement des pratiques. <p>Les conditions particulières ci-dessous doivent également être respectées, sauf pour les dépôts de courtes durées inférieurs à 10 jours précédant les chantiers d'épandage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement, le tas doit être mis en place sur une parcelle en prairie ou sur une parcelle portant une culture implantée depuis plus de 2 mois ou un CIE ou un CINE bien développée ou un lit d'environ 10 centimètres d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille); il doit être constitué en cordon, en barrant les remorques les unes à la suite des autres et ne doit pas dépasser 2,5 mètres de hauteur ; - pour les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement, le tas doit être conique et ne doit pas dépasser 3 mètres de hauteur ; la couverture du tas de manière à protéger le tas des intempéries et à empêcher tout écoulement latéral de jus est également exigée ; - pour les fientes de volailles issues d'un séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière plus de 65 % de matière sèche, le tas doit être couvert par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz. <p>Constats : Le fumier présent sur la partie Sud de la parcelle n° 1369 qui est non cultivée est interdit. Par ailleurs, le tas n'est pas couvert et il existe de petits écoulements latéraux.</p> <p>L'entreposage sur la future parcelle d'épandage est possible sous les conditions qui sont énumérées par le point II 2) de l'annexe I du programme national nitrates.</p> <p>Le tas présent s'apparente à une fumière non étanche et non autorisée. Il est également à noter la présence d'un cours d'eau BCAE à proximité de cet amas et une légère déclivité vers le réseau superficiel.</p> <p>Quelle est l'origine de cet effluent ?</p> <p>Quelle est la date de dépôt de cet effluent ? Sauf erreur de notre part, les animaux reproducteurs produisant du fumier ont été abattus le 4 avril 2022, soit depuis 11,5 mois.</p> <p>Le fumier des animaux abattus ayant normalement été exporté chez un composteur externe.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : incident accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, incident
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : La station d'épuration n'est plus en activité depuis le mois de mai 2022, faute de production de lisier et une défaillance majeure a été constaté sur le matériel.</p> <p>La vidange complète du bassin d'aération a été effectuée pour remplacer un aérateur et elle vous a permis de constater une absence d'étanchéité de la géomembrane (travaux en cours de finition).</p> <p>Selon vos propos, environ 600 m³ d'effluent (eaux-vannes du personnel et lisier) ont été transférés dans la fosse bateau béton pour conserver la flore bactérienne et le lisier des mâles est également stocké dans cet ouvrage.</p> <p>Cet incident qui impacte directement le mode fonctionnement du site et qui est de nature à porter atteinte au milieu naturel n'a pas été déclaré à nos services.</p> <p>Je vous demande de nous décrire précisément cet incident en précisant les décisions qui ont été prises de manière chronologique et de justifier les travaux réalisés.</p> <p>Le devenir du volume présent dans la fosse bateau sera à aborder.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : rejet au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2019, article 3-10-1
Thème(s) : Élevage, suivi de la station d'épuration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b Le lisier, les fientes, les eaux de lavage des bâtiments d'élevage et du couvoir et les eaux souillées sont traités dans la station d'épuration.</p> <p>Le procédé épuratoire est constitué des phases suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception de tous les effluents dans la fosse d'homogénéisation située en pignon du poulailler n° 6, - dégrillage de la matière sur un tambour perforé avec collecte du refus, - écoulement de la phase liquide dans la fosse géomembrane de 800 m³ qui dispose de 2 aérateurs (nitrification - dénitrification), - refus de dégrillage stocké dans une remorque avant exportation chez le composteur et collecte des jus d'égouttage, - injection de chlorure ferrique, - pompage régulier d'une partie de la boue liquide pour subir une séparation de phase dans un clarificateur, - adjonction d'un flocculant dans la boue la plus épaisse puis nouvelle séparation à l'aide d'une centrifugeuse, - la boue la moins épaisse est pour partie dirigée vers le traitement tertiaire et le reliquat est réinjecté à la fosse, - la phase solide de centrifugation est stockée sous une fumière couverte, avant exportation chez le composteur, tandis que la partie liquide rejoint la fosse, - le traitement tertiaire est constitué d'une lagune plantée de roseaux. - L'eau épurée est rejetée directement dans l'émissaire du Rez Profond durant la période allant du 1^{er} novembre au 30 avril. Durant la période d'étiage (1^{er} mai au 31 octobre), l'eau épurée est stockée dans une lagune en terre, puis dans la réserve d'irrigation de l'EARL DE LA NOIRDIÈRE. <p>Les rejets dans le milieu sont en conformité avec les objectifs de qualité de l'Èvre et les orientations du</p>

SAGE. Ils sont interdits durant la période d'étiage et le registre permet de s'assurer chronologiquement

du volume d'eau transféré dans la réserve.

Les critères de rejets sont fixés comme suit :

Critères	Valeurs	Flux journalier 100 m ³
Débit journalier		
pH	5,5 à 8,5	
DBO5	20 mg /l	2 kg
DCO	90 mg /l	9 kg
MES	100 mg	10 kg
Azote global	8 mg /l	0,8 kg
Phosphore total	1,5 mg /l	0,15 kg

Les installations de traitement sont correctement entretenues.

Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements des rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les opérations concernées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

Un système d'alerte est mis en place pour prévenir l'arrêt accidentel des installations de traitement, notamment au niveau des pompes de relevage.

Constats : Les résultats de l'année 2021 ainsi que les 4 premiers mois de l'année 2022 montrent la persistance de non-conformités, concernant le critère Azote et Phosphore.

À ce jour, la station d'épuration n'est plus en activité, faute de production de lisier (bâtiments d'élevage vides hormis quelques reproducteurs en cages) et elle a connu une défaillance qui a entraîné le remplacement de la géomembrane et d'un aérateur.

Selon vos déclarations, les eaux-vannes du personnel du couvoir sont directement rejetées dans la lagune à roseaux après la sortie des assainissements autonomes. Cette pratique est-elle possible (cf. SPANC) ?

Le lisier des mâles est dirigé vers la fosse bateau béton que vous avez récupéré, suite à l'arrêt de l'élevage de M. COURANT.

Une réunion stratégique (16/03/2023) du groupe doit présenter les grandes orientations à prendre afin de maintenir ou non l'élevage, sur le site de La Mésangère. Le devenir de station d'épuration est inconnu pour le moment et les travaux de réparation sont en cours de finition.

La récurrence des mauvais résultats de la station, malgré l'ajout de chlorure ferrique et de floculant, démontre la mauvaise maîtrise de l'outil et/ou la non adaptation de la méthode, pour obtenir un rejet conforme, aux exigences de l'arrêté d'autorisation. Une mise en demeure sera proposée à la signature de M. le Préfet, si le choix se porte sur le redémarrage de la station. Dans le cas contraire, il conviendra de déposer un dossier technique, pour préciser le mode de stockage et d'utilisation des effluents de l'élevage et des eaux-vannes du personnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, "l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I". Sans préjudice des dispositions de l'article L.181-14 du Code de l'Environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p>Constats : La fosse bateau de 1 000 m³ réels qui est utilisée pour le stockage du lisier des mâles et des boues liquides en phase de traitement (produit issu de la station d'épuration défaillante) ne dispose pas de couverture.</p> <p>La meilleure technique 16 b 3 (cf. dossier de réexamen) n'est pas respectée.</p> <p>Le dispositif doit être mis en place dans la mesure où le contenu est considéré comme un effluent et non une boue de station.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2019, article 3-10-1
Thème(s) : Élevage, changement de l'installation et de son fonctionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1° Implantation et distances</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'actualisation (Annexe I).</p> <p>L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales au pourtour de l'installation.</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la Préfecture avant leur réalisation.</p>
<p>Constats : Les modifications apportées au fonctionnement de l'installation (ajout de repreneurs, modification du mode de logement des canes reproductrices, démolition du poulailler "Poirière" pour le rangement du matériel, reprise de surface (ex. M. COURANT, etc...)) constituent des modifications qui sont à déclarer.</p> <p>En fonction des orientations du groupe avec le maintien ou non de l'élevage, un dossier technique de mise à jour sera à déposer pour modifier l'arrêté d'autorisation ou abroger celui-ci, si la capacité devient inférieure à 30 000 animaux.</p> <p>La gestion des effluents ainsi que les eaux-vannes du personnel du couvoir seront à traiter de manière séparée ou commune en fonction du choix qui sera opéré. Dans la première option, il faudra s'assurer que le traitement par lagune à roseaux est suffisant et qu'il soit autorisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois